



Région
Hauts-de-France

CATALOGUE DE SERVICES

Numérique Éducatif

Ce catalogue présente les divers services assurés par la Région Haut de France, au bénéfice des établissements scolaires, en matière de gestion du numérique.

V1.0 – 16/05/25

Table des matières

Table des matières	2
Préambule	3
Le numérique, une compétence partagée entre l’État et la Région	3
Présentation succincte du Département du Numérique Éducatif	4
Présentation de la plateforme de demande d’assistance	5
<i>L’accès à SUMiT – RAHdF pour les établissements de l’Éducation Nationale de l’Académie de Lille</i>	<i>6</i>
<i>L’accès à SUMiT – RAHdF pour les établissements de l’Éducation Nationale de l’Académie d’Amiens</i>	<i>6</i>
Comment lire ce catalogue	7
Gestion du poste de travail	8
Installation des solutions d’impression	9
Demande d’équipements	10
Serveurs traitements & données	11
Logiciel métier pour l’administration	12
Logiciel métier pour la pédagogie	13
Outils de gestion d’infrastructure	14
Infrastructure réseaux – réseau local	15
Sécurité des usages réseaux et de l’Internet	16
Identifiants et espaces de travail utilisateur	17
Annexe -- Textes juridiques	18
Extrait du <i>code de l’Éducation</i>	<i>18</i>
Extrait du <i>règlement général sur la protection des données – RGPD</i>	<i>19</i>
Annexe - Périmètre d’intervention des équipes mobiles en informatique et numérique éducatif	21
Service Exploitation des SI locaux Nord	<i>21</i>
Service Exploitation des SI locaux Pas-de-Calais	<i>23</i>
Service Exploitation des SI locaux Aisne Oise Somme	<i>24</i>

Préambule

Ce catalogue de services est organisé de façon à répondre à plusieurs objectifs. En premier lieu, il doit permettre, notamment aux équipes d'encadrement, de prendre rapidement connaissance de l'ensemble des services proposés par la collectivité et du partage des responsabilités sur le domaine de l'informatique et du numérique éducatif. Il vise également à permettre d'appréhender les thématiques de façon plus approfondie. Son organisation, sous forme de fiche thématique, permet de se référer à un service ponctuellement, en cas de besoin. Il propose des conseils, des bonnes pratiques et, sous forme d'exemple, il peut proposer des procédures internes observées dans certains établissements.

Le catalogue de service fait partie d'un ensemble de documents relatifs à l'organisation et à l'intervention de la collectivité sur l'informatique et le numérique éducatif afin d'assurer les missions qui lui sont confiées par le Code de l'éducation.

Il s'inscrit dans une logique d'amélioration continue et évoluera donc régulièrement.

Le numérique, une compétence partagée entre l'État et la Région

En 2004, l'État transfère aux collectivités territoriales l'accueil, la restauration et l'entretien des lycées et des collèges. Si quelques collectivités et Académies considèrent que la gestion de l'informatique et du numérique font partie de ce transfert, ce n'est pas le cas pour la plupart d'entre elles.

En juillet 2013, par la loi de refondation de l'école, l'État affirme et précise ce transfert de compétences relatif à l'enseignement initial du second degré. Pour autant plus aucun transfert de moyens n'est possible pour les collectivités n'ayant pas pris la compétence à la suite de la loi de 2004.

Ainsi, le Code de l'Éducation spécifie en son article L214-6 que « *la Région a la charge des lycées, des établissements d'éducation spéciale et des lycées professionnels maritimes. Elle en assure...l'équipement et le fonctionnement... À ce titre l'acquisition et la maintenance des infrastructures et des équipements, dont les matériels informatiques et les logiciels pour leur mise en service, nécessaires à l'enseignement et aux échanges entre les membres de la communauté éducative sont à la charge de la région.* »

Outre la mise à disposition d'équipements adaptés, d'accès à l'Internet et autres outils permettant les échanges entre les membres de la communauté éducative, la Région doit en assurer la mise en œuvre et la gestion, tant pour les infrastructures que pour les outils métiers, la pédagogie que pour le fonctionnement de l'établissement. De fait, elle doit également accompagner les projets numériques émergents et en assurer l'ingénierie en cohérence avec les contraintes du monde éducatif.

Le département doit donc prendre en charge:

- La mise en œuvre, le maintien en condition opérationnelle et la gestion des outils métiers du lycée (matériels type ordinateurs, tablettes et tous les logiciels utilisés en pédagogie ou pour la gestion de l'établissement...),
- L'ingénierie, la mise en œuvre, la maintenance et la gestion des infrastructures du SI du lycée (réseaux, serveurs, logiciels serveurs...),
- L'assistance technique aux usagers.
- L'ingénierie des projets numériques concernant le lycée.

Les personnels de l'État doivent pleinement maîtriser leurs outils métiers. Il appartient aux services de l'État de former et d'accompagner ses agents aux usages de l'informatique et du numérique.

Le chef d'établissement porte la responsabilité de la sécurité des biens et des personnes. De ce fait, il est responsable de la sécurité des usages informatiques et doit tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité des équipements dont notamment les équipements contenant des données à caractère personnel. Il est le garant du respect de la législation en la matière.

Le chef d'établissement est également responsable des usages. À ce titre, il est notamment décideur en matière de d'organisation des données du système d'information, de filtrage des accès internet. Au regard des compétences sus mentionnées, il est également responsable des droits accordés aux usagers.

La collectivité et la Région Académique proposent des modèles par défaut d'organisation et de filtrage visant à aider le chef d'établissement dans l'accomplissement de ses missions.

Présentation succincte du Département du Numérique Éducatif

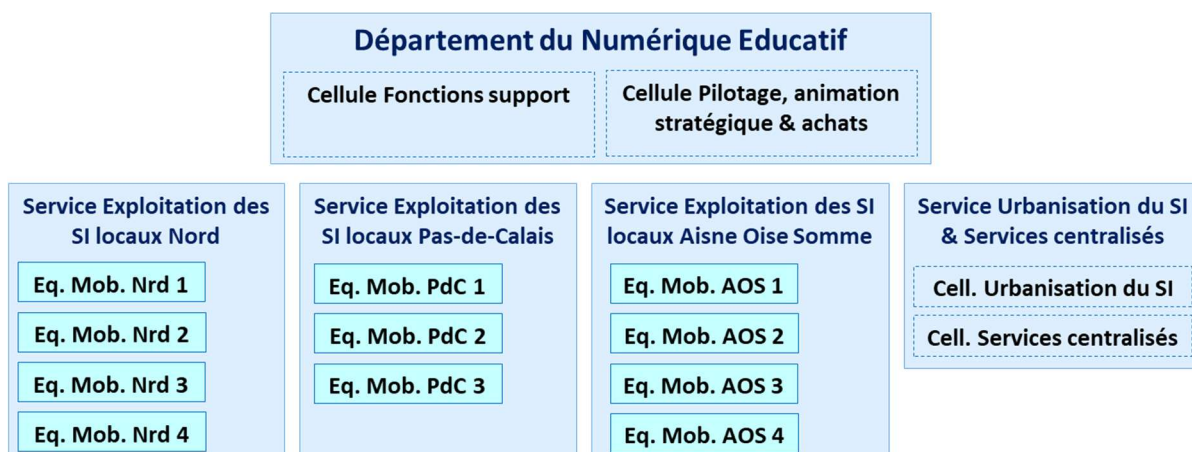
Le département du numérique éducatif a en charge la conception, l'ingénierie et la gestion technique du système d'information des établissements scolaires relevant de la responsabilité de la Région Hauts-de-France. Il a la charge de :

- ✓ l'acquisition, la mise en œuvre, l'exploitation des équipements d'infrastructure serveur et de sécurité du système d'information (SI) des lycées,
- ✓ la définition des préconisations techniques, de la mise en œuvre et de l'exploitation des équipements d'infrastructure réseau des établissements scolaires,
- ✓ l'achat des équipements d'infrastructure réseau destinés au maintien en conditions opérationnelles (MCO) des réseaux,
- ✓ l'équipement numérique générique des établissements, assuré par le biais d'une dotation annuelle d'ordinateurs bureautiques, graphiques standards et de vidéoprojecteurs et vidéoprojecteurs interactifs. Les équipements ne rentrant pas dans cette catégorie relèvent du service équipement de la DEPL, voire d'autres services de la Région ou doivent être acquis sur fonds propres de l'EPL.
- ✓ la définition, l'achat, la mise en œuvre des outils techniques de fonctionnement (système d'exploitation notamment) et de gestion du parc informatique,
- ✓ l'accompagnement technique des projets numériques,
- ✓ la mise en œuvre, l'intégration des logiciels et des équipements numériques, ainsi que de l'exploitation du parc,

à l'exception

- des équipements des sections pédagogiques de formation aux métiers de l'informatique, de la domotique... (lorsque la formation nécessite la mise en œuvre, la configuration, etc. d'outils numériques et donc de disposer de droits administrateurs, ils doivent impérativement être positionnés sur des réseaux physiques ou virtuels indépendants du réseau d'exploitation)
- des systèmes volontairement mis en place par l'établissement en dehors des préconisations de l'autorité Académique de tutelle ou de la collectivité,
- des dispositifs mis en place sur des réseaux indépendants en tout ou partie des supports ou des outils de sécurité mis en place et gérés par la collectivité,
- des dispositifs mis à la disposition d'un public ne relevant de la responsabilité de la collectivité (dans ce cas les dispositifs doivent impérativement être positionnés sur des réseaux physiques ou virtuels indépendants du réseau d'exploitation).
- des dispositifs mis en œuvre par l'établissement ou par un de ses prestataires; dans ce cas l'intervention du département du numérique éducatif se limite à accompagner l'intégration de la solution au SI.
- des dispositifs mis en place dans le cadre des compétences d'autres services Régionaux (Exemple : DSI pour les équipements relevant du SI Régional, MIPAL pour les équipements de vidéo-protection et du PPMS) ; dans ce cas l'intervention du département se limite à accompagner l'intégration de la solution au SI.

Le département du numérique éducatif est constitué de trois services *d'exploitation des SI locaux* et d'un service *d'urbanisation et de gestion des services centralisés*, sous l'autorité hiérarchique d'un responsable de département.

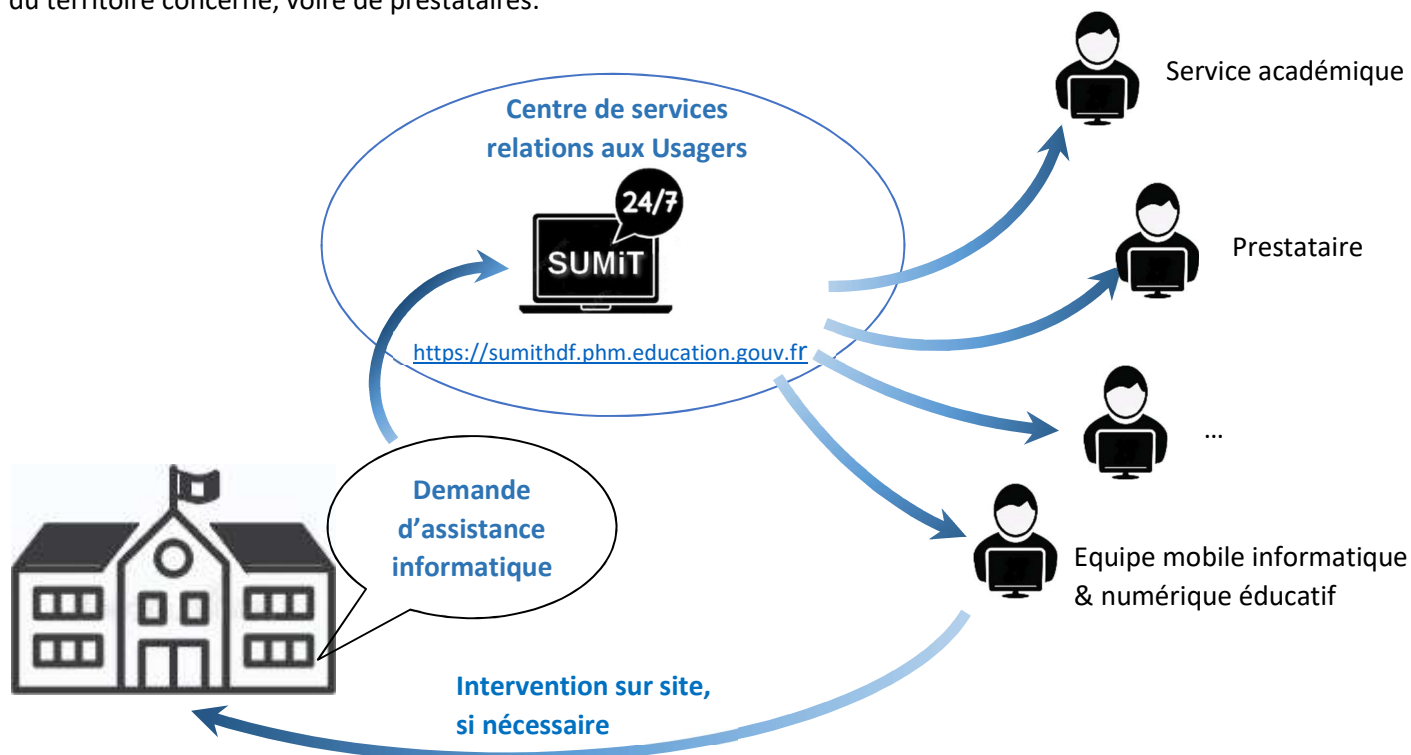


Présentation du centre de services relations aux usagers

La Région Académique a mis en place un *centre de services relations aux usagers*, point d'entrée unique pour toute demande d'aide, d'assistance, d'intervention, d'appui aux usages, d'appui technique ou de remontée d'incident, etc. sur le périmètre du numérique (hors demandes d'équipement et de travaux de câblage).

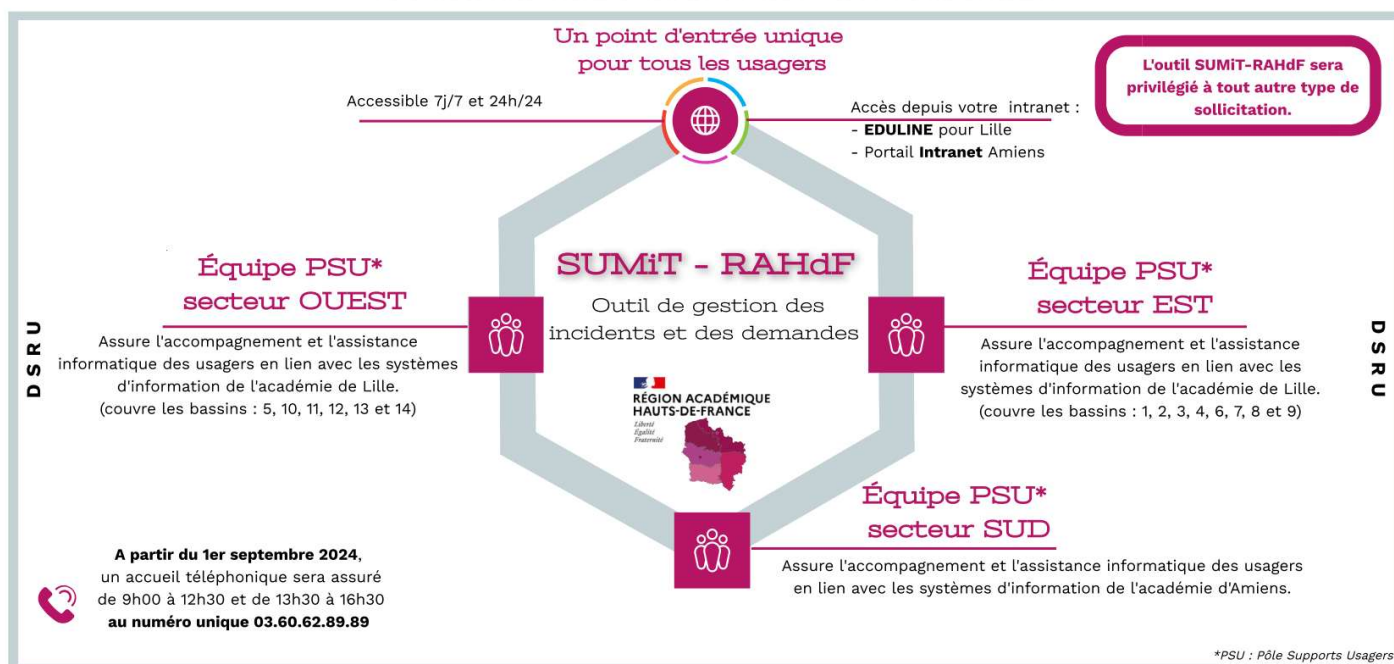
Les sollicitations doivent être formulées via l'outil Web SUMiT-RAHdF, accessible 7J/7 24h/24, depuis l'intranet de votre établissement (EDULINE pour l'Académie de Lille / Portail Intranet pour l'Académie d'Amiens) ou directement à l'adresse <https://sumithdf.phm.education.gouv.fr>.

Les demandes sont automatiquement orientées vers les équipes spécialisées, en charge de la thématique identifiée dans la demande, à savoir au sein des services de la Région Académique, des services de la collectivité en fonction de la spécialité et du territoire concerné, voire de prestataires.



DÉPARTEMENT SERVICES ET RELATIONS USAGERS

CENTRE DE SERVICES RELATIONS USAGERS



L'accès à SUMiT – RAHdF pour les établissements de l'Education Nationale de l'Académie de Lille

L'accès se fait via le Portail EDULINE.

Applications

?

1

2571

ministère
Éducation
Nationale

Rechercher une application (3)

Support et Assistance

Outil de gestion des incidents et des demandes

Services et relations usagers (SUMIT-RAHDF)

Accès direct via l'icône d'aide

Accès Depuis le point d'entrée « Services et relations usagers »

L'accès à SUMiT – RAHdF pour les établissements de l'Education Nationale de l'Académie d'Amiens

L'accès se fait via le portail Intranet

Site public

ACADÉMIE D'AMIENS

Intranet

Personnel ITRF (services et EPLE)

Carrière

Mobilité

Vie professionnelle

Formation continue

Action sociale

Espaces thématiques

Ressources

Dialogue social

Administratif, technique, santé et social

Ambitions : Lettre d'information de l'académie d'Amiens

CALENDRIER

Jeu 4 juillet 2024 Commission académique d'action sociale permanente

Du lun 17 juin au ven 5 juillet 2024 Inscription au tableau d'avancement pour les personnels ITRF (A et B)

Jusq'au ven 12 juillet 2024 Campagne d'entretien professionnel des personnels ATLS

Du sam 6 juillet au dim 1er septembre 2024 Vacances d'été

Calendrier détaillé

6 OFFRES D'EMPLOI

Jusq'au 14 juin 2024 Conseiller(e) en ingénierie de formation

Jusq'au 21 juin 2024 Chargé(e) de mission auprès de la Direction de la pédagogie (mi-temps)

Jusq'au 24 juin 2024 Responsable académique harcèlement

Jusq'au 25 juin 2024 Chargé(e) de mission auprès de la Délégation Région Académique au Numérique Éducatif (DRANE)

Jusq'au 27 juin 2024 Directeur opérationnel /Directrice opérationnelle Campus d'Excellence des Métiers et des Qualifications Transport Logistique et Sécurité (CMQ TLS)

CIRCULAIRES

Académie CIRCULAIRE DU 10 JUIN 2024 Avancement de grade des personnels ITRF (IGE/IGR/TECHRF) au titre de l'année 2024

Académie CIRCULAIRE DU 13 MAI 2024 Public - Titularisation des personnels administratifs, infirmiers, assistants de service sociaux et ATRF et ITRF (ATSS) au titre de l'année 2024

ACCÈS RAPIDES

Messagerie

Agenda

Arena

Annuaire

Organigrammes

Sites favoris

Assistance

ACCÈS DIRECT DEPUIS LE POINT D'ENTRÉE « ASSISTANCE »

AUTRES SERVICES

Dispositif VSS

Colloque

Proximité

Comment lire ce catalogue

③ Le service

Liste succincte des éléments compris ou non compris dans le service

Les techniciens en informatique & numérique éducatif du DNE peuvent intervenir sur certaines actions non comprises dans le service proposé. L'établissement ne peut toutefois pas l'exiger.

② Exposé détaillé

Cette page du catalogue de services expose l'organisation des fiches du présent document et des intervenants en charge d'assurer les dits services.

À partir de la page suivante, chaque page est consacrée à un service spécifique. Toutes les pages reprennent une organisation similaire à cette page explicative, afin de faciliter la lecture du catalogue et d'en faire un outil d'aide à l'utilisateur.

Une page comprend sept zones, identifiées dans la présente page au moyen d'un chiffre dans un rond, dont l'objet est explicité ci-après :

❶ - Le titre, en bleu en haut de page, spécifie le service proposé.

❷ - Le cadre principale expose le service proposé et précise le périmètre des actions des différents intervenants. Il apporte au besoin des informations d'ordre organisationnel, juridique ou apporte des conseils. Il est écrit pour en faciliter la lecture rapide. Ainsi, la lecture du texte en gras permet d'appréhender les principales informations. Le texte gras bleu fait ressortir les services apportés au lycée, alors que le texte gras noir fait ressortir les attendus de la part de l'établissement.

❸ - Le cadre latéral décrit le service de façon synthétique, en faisant ressortir ce qu'il comprend ou ce qu'il ne comprend pas.

❹ - La partie basse comprend à la fois des informations complémentaires, des liens vers des documents en relation avec le service apporté,

❺ - des Conseils relatifs au service apporté sont donnés sur la base de situations fréquemment rencontrées. Ils permettent notamment d'éviter des situations de blocage.

❻ - Afin que le document puisse être utilisé comme un outil de travail en interne à l'établissement et ne soit pas simplement un guide à destination des équipes d'encadrement, le cadre précise la procédure de demande d'intervention qui peut être personnalisée pour intégrer les spécificités de l'établissement. L'exemple de texte, en vert, basé sur les bonnes pratiques et les procédures les plus couramment observées, est proposé et doit être adapté par l'établissement s'il désire diffuser la fiche.

④ + d'infos

Informations pratiques en lien direct avec la thématique.

⑤ Conseil

Basé sur des situations régulièrement rencontrées et pouvant mettre l'établissement en difficulté, les conseils visent à optimiser la prise en compte des attendus, éviter les situations à risque pour l'établissement, voire de blocage.

⑥ Procédure

Le texte en noir correspond à la procédure imposée pour que le DNE assure le service. Cette procédure peut être complétée par l'établissement afin d'intégrer les spécificités d'organisation internes. À titre d'exemple, le texte en vert présente les bonnes pratiques ou les procédures couramment observées ; Il doit être supprimé ou adapté.

Gestion du poste de travail

Le service

comprend :

- L'installation
- L'intégration au réseau
- La configuration
- La fourniture de l'OS et de l'antivirus
- L'installation des applicatifs métiers fournis
- La délégation de droits
- Le maintien en condition opérationnelle, sous réserve de cohérence technique et économique

ne comprend pas :

- Le transfert des matériels du lieu de stockage à l'espace où il doit être installé
- Le déballage et la reprise des emballages
- La fourniture des accessoires non livrés avec le poste
- Le remplacement des accessoires (clavier, souris, câbles...)
- Les réparations liées à des dégradations volontaires
- La fourniture des logiciels métiers
- La formation et l'assistance aux usages des outils métiers
- La prise en charge des ordinateurs personnels

+ d'infos

Les unités centrales achetées par la Région sont garanties 5 ans.

Les ordinateurs portables achetés par la Région sont garantis 3 ans.

La propriété du matériel est transférée à l'établissement 5 ans après la livraison.

Ce service concerne les postes de travail informatiques de l'établissement, constitués de l'unité centrale et des interfaces hommes machines directement associées (écran, clavier, souris...). En sont exclus les équipements personnels, les équipements acquis sans respecter les préconisations du DNE et les équipements informatiques installés et configurés par les enseignants ou les apprenants, notamment des filières informatiques, lors de travaux pratiques.

Les postes informatiques, qu'ils soient fournis par la Région (Cf. fiche Demande d'équipement) ou achetés par l'établissement, après validation de la configuration par le DNE, **sont installés, reliés au réseau et configurés par les techniciens du DNE**. L'établissement fournit un câble réseau adapté pour chaque poste de travail.

Une liste écrite et exhaustive des applicatifs métiers à installer et de leurs versions **doit être fournie** pour chaque regroupement de postes de travail homogènes (salle de classe, secteur pédagogique...). Les techniciens peuvent apporter une assistance technique à la constitution de cette liste, notamment pour vérifier la compatibilité avec les équipements, le système d'exploitation, les pilotes, etc. La liste est arrêtée, **datée et signée** par le ou les enseignants en responsabilité des enseignements concernés.

L'établissement fournit l'ensemble des logiciels métiers à installer, ainsi que **les numéros de licence ou les codes d'enregistrement des applicatifs**. En cas de doute sur la possession d'un nombre suffisant de licences par l'établissement, les agents de la Région sont légalement tenus de ne pas installer le produit.

Conformément au périmètre défini par le code de l'éducation, mais également pour raisons de sécurité, de compatibilité avec les équipements, de gestion et d'intégration au système d'information (SI), le système d'exploitation des matériels est défini par la Région. Aussi, si l'établissement envisage l'acquisition d'un équipement, il convient de s'assurer auprès des techniciens en informatique & numérique éducatif du DNE que le système d'exploitation proposé avec l'équipement permet son intégration au SI local. À défaut, le poste de travail ne pourra pas bénéficier de l'ensemble des services proposés.

La Région fournit les systèmes d'exploitation Microsoft pour les machines fournies, ainsi que l'antivirus pour les ordinateurs portables et de bureau dès lors que ces matériels sont compatibles avec les systèmes d'exploitation distribués et maintenus par l'éditeur.

La Région met en place des outils de gestion de parc. Elle assure la mise à jour des outils systèmes (système d'exploitation, antivirus, drivers...). **Un équipement ne pouvant pas être mis à jour doit être isolé du SI** pour des raisons évidentes de sécurité.

Des droits de gestion de postes de travail peuvent être attribués à des personnels de l'établissement identifiés comme coordonnateurs TIC de salles, de secteur, d'établissement, etc., sur demande expresse auprès du DNE. Ils prennent alors la responsabilité de la gestion du parc en charge.

Les postes sont maintenus en condition opérationnelle et peuvent être réparés dans le cadre des contrats de garantie, **sauf s'ils ont manifestement subi des dégradations volontaires**, notamment liées à un défaut de surveillance manifeste.

Conseil

Tous les types d'équipement et les systèmes d'exploitation ne permettent pas l'intégration d'un poste de travail au réseau d'établissement et n'acceptent pas tous les mêmes logiciels. Il est donc recommandé de consulter un technicien en informatique & numérique éducatif du DNE avant achat.

Procédure interne

Toute demande d'intervention doit se faire via SUMIT-RAHdF.

Installation des solutions d'impression

Le service

Comprend, si solution hors contrat :

- L'installation
- L'intégration au réseau
- La configuration par défaut
- Le maintien en condition opérationnelle du serveur d'impression

Comprend, si solution sous contrat :

- Le conseil technique auprès de l'établissement,
- L'assistance au prestataire pour l'intégration de sa solution au SI

ne comprend pas :

- La fourniture de l'équipement ou des accessoires
- Le transfert des matériels du lieu de stockage à l'espace où il doit être installé
- Le déballage et la reprise des emballages
- La prise en charge du SAV
- La fourniture, le remplacement des consommables
- La formation et l'assistance aux usages des outils métiers
- La prise en charge des équipements personnels

+ d'infos

L'intégration au SI d'un logiciel de gestion d'impression et de numérisation nécessite la réalisation d'une étude en amont (Cf. fiche Logiciel métier pour la pédagogie ou fiche Logiciel métier pour l'administration).

Solution d'impressions hors contrat :

L'installation, la configuration par défaut des imprimantes en réseau fournies par l'établissement, sont prises en charge par les équipes de techniciens en informatique & numérique éducatif du DNE. **L'établissement fournit les câbles de connexion** adaptés au matériel.

Lors de l'intégration des matériels d'impression en réseau de l'établissement (donc hors matériels personnels), **les équipes techniques en configurent l'accès depuis les postes de travail** concernés, dont la liste exhaustive et formalisée est fournie par l'établissement. Toutefois, ils peuvent être confrontés à des problèmes d'incompatibilité des matériels et des pilotes d'impression. Dans ce cas, le technicien informe l'établissement de l'impossibilité d'installer le matériel ou de son installation en mode dégradé.

Solution d'impression sous contrat :

L'intégration au système d'information de l'établissement d'une solution d'impression relevant d'un contrat de service fait obligatoirement l'objet d'une analyse technique de faisabilité et d'un accompagnement technique de la part des équipes techniques du DNE. Le prestataire de l'établissement est pleinement responsable du bon fonctionnement de sa solution. Il en assure l'installation, la configuration et l'administration. Idéalement, il met en œuvre le déploiement automatique des pilotes et des outils afférents sur l'ensemble du parc concerné. Si sa solution ne le permet pas, il fournit l'ensemble des éléments nécessaires au déploiement à l'équipe de technicien de la Région.

Dans tous les cas :

L'activation du SAV, de la garantie ou des prestations relève de la responsabilité de l'établissement du fait qu'il a acquis le matériel et souscrit aux contrats.

Il n'appartient pas aux équipes techniques régionales de gérer les consommables ou de les installer. Les utilisateurs doivent savoir utiliser leurs équipements métiers et effectuer les opérations de gestion courante, dont notamment la remise en service après bourrage.

Par défaut, et en l'absence de consignes de la part de l'établissement, le matériel est configuré dans un mode d'édition économique (niveau de gris, économique, recto-verso...).

Conseil

Lors de l'achat d'un périphérique d'impression, il convient de vérifier que sa capacité d'impression est adaptée au nombre de pages moyennes imprimées sur une période donnée, généralement au mois. Il faut comparer le coût d'impression à la page.

Il convient de privilégier les contrats de services de solutions de gestion des impressions intégrant la fourniture des ressources matérielles et logicielles garantissant, sous l'entière responsabilité du prestataire, le service attendu.

Procédure

Toute demande d'intervention doit se faire via SUMiT-RAHdF.

Demande d'équipements

Le service

comprend :

Une enquête annuelle

- Une dotation si le besoin se justifie
- L'OS Microsoft pour les ordinateurs
- L'antivirus
- Une garantie de 3 à 5 ans

ne comprend pas :

- Les matériels aux caractéristiques spécifiques (projets, contrôle de systèmes, plateaux techniques, salle polyvalente, etc.)
- L'équipement personnel
- L'équipement à destination de la formation continue
- L'équipement à destination de structures externes hébergées dans l'établissement
- La réception, la validation du bordereau de livraison
- Le stockage du matériel

Afin de renouveler et d'adapter le parc informatique des établissements publics locaux d'enseignement **la Région Hauts-de-France assure une dotation** annuellement **en équipements informatiques génériques** de type ordinateurs multimédias, ordinateurs graphiques, écrans, ordinateurs portables, vidéoprojecteurs standards et vidéoprojecteurs interactifs.

Pour ce faire, chaque année, sur la période février/mars, la Région Hauts-de-France lance un appel à renouvellement informatique en invitant les chefs d'établissements et secrétaires généraux à compléter un questionnaire en ligne.

L'enquête portant sur la dotation annuelle informatique **doit** impérativement **intégrer l'ensemble des attentes en équipements informatiques pour l'année à venir**. Aucune demande d'équipement informatique n'est prise en considération en dehors de l'enquête annuelle.

Pour établir les besoins et prioriser les renouvellements, **l'équipe de direction** de l'établissement **peut solliciter l'équipe mobile de technicien informatique & numérique éducatif pour la fourniture d'un inventaire et de préconisations de renouvellement**.

L'analyse de l'enquête est réalisée sur avril-mai. Notamment **afin de garantir l'équité entre établissement**, les demandes et leurs justifications sont croisées avec un ensemble de critères, à l'instar de l'historique des dotations, les spécialités et les filières d'enseignement proposées, ainsi que leurs effectifs, le besoin théorique de l'établissement, etc.

La livraison des équipements est généralement réalisée sur octobre et début novembre. Afin de faciliter la livraison de ces équipements, une prise de rendez-vous est effectuée, par le fournisseur. L'établissement doit vérifier l'état du colis avant de signer le bon de livraison.

Lors de la livraison, **l'établissement doit** impérativement **vérifier l'état et la conformité des colis** avec les indications fournies par le bordereau de livraison avant de signer ce dernier. Toute anomalie ou dommage constaté doit faire l'objet de réserves formulées sur le bon de livraison voire, si besoin, d'un refus de la marchandise ou de signer le bordereau de livraison.

À compter de cette livraison, **la conformité des quantitatifs, des modèles, des numéros de séries, ainsi que l'état et le bon fonctionnement du matériel doivent être contrôlés dans les 5 jours ouvrés**. **Tout problème doit** immédiatement **être signalé** au département du Numérique Éducatif, à l'adresse mail ddpe.numeriqueeducatif@hautsdefrance.fr. À défaut, au terme des 5 jours, la livraison sera réputée conforme et validée par l'établissement.

+ d'infos

Les unités centrales achetées par la Région sont garanties 5 ans.

Les ordinateurs portables achetés par la Région sont garantis 3 ans.

La propriété du matériel est transférée à l'établissement 5 ans après la livraison.

Conseil

L'analyse des demandes met en exergue les demandes potentiellement incohérentes et notamment les demandes surévaluées (quantitatif ou type de configuration). En cas de besoin, l'établissement peut solliciter de l'aide avant de renseigner l'enquête à l'adresse mail ddpe.numeriqueeducatif@hautsdefrance.fr. Il convient de solliciter cette aide avant ou dès la publication de l'enquête.

Procédure

Renseigner l'enquête en ligne, publiée en février - mars, portant sur les demandes de dotation annuelle en équipements informatiques polyvalents, en y intégrant l'ensemble des besoins estimés pour l'année à venir.

Afin de pouvoir indiquer les besoins de l'établissement dans l'enquête régionale annuelle, les demandes de matériels polyvalents (ordinateur fixe, ordinateur portable, vidéoprojecteur) doivent être adressées au secrétaire général, au plus tard en janvier, en précisant le besoin fonctionnel et en justifiant la demande.

Serveurs traitements & données

Le service

comprend :

- L'ingénierie,
- La fourniture,
- Le déballage du matériel,
- L'installation,
- L'exploitation,
- Le maintien en condition opérationnelle, sous réserve de cohérence technique et économique

ne comprend pas :

- La reprise des emballages,
- Les réparations liées à des dégradations volontaires,
- La fourniture des consommables (piles, batteries),
- L'exploitation des outils métiers,
- Les équipements mis en œuvre par l'établissement ou par un de ses prestataires,
- Les équipements relevant de la compétence d'autres services que le DNE (ex. Sécurité)
- Les équipements relevant de l'immobilier par nature, notamment les climatiseurs pour lesquels l'établissement doit impérativement disposer d'un contrat de maintenance.

+ d'infos

Les équipements des formations aux métiers du numérique doivent impérativement être positionnés sur des réseaux physiques ou virtuels dédiés à l'expérimentation, indépendants des réseaux d'exploitation. De tels réseaux sont prévus au sein du S.I. de l'établissement.

La Région fournit, installe et gère les équipements d'infrastructures de traitements, de stockage et de sauvegarde des données, ainsi que les équipements associés, nécessaires à la gestion courante et à l'action pédagogique des établissements. Sont toutefois exclus de ce service les équipements des sections pédagogiques de formation aux métiers de l'informatique, de la domotique... (dès lors que la formation nécessite la mise en œuvre, la configuration, etc. d'outils numériques et donc de disposer de droits administrateurs). Les équipements sont de capacité suffisante pour assurer le fonctionnement normal de l'établissement, quel que soit sa taille ou le type d'établissement. Pour cela, **le chef d'établissement doit mettre en place une politique d'usages adaptés, en adéquation avec les missions de l'établissement**. Il est le garant du respect de cette politique.

En raison des risques d'interaction entre systèmes, pouvant induire des pertes de données ou d'exploitation, aucun équipement d'infrastructure ne doit être mis en œuvre sur le réseau d'établissement sans accord préalable des services responsables de l'exploitation du SI. **Si une solution non connue par le DNE et pouvant potentiellement présenter un risque** pour le système d'information de l'établissement **est détectée, elle est** isolée, voire **neutralisée, puis l'équipe de direction en est informée**, voire, si besoin, le RSSI de l'entité hiérarchique de l'établissement.

Si un établissement décide de déployer une solution ne respectant pas les préconisations de la collectivité et/ou de son autorité de tutelle, **il doit** impérativement **veiller à l'isolement totale de ce dispositif** de ceux relevant de la responsabilité de la collectivité ou de son autorité de tutelle. À défaut, la Région sera dégagée de toute responsabilité concernant le système d'information de l'établissement et ne l'accompagnera plus sur le périmètre du numérique.

À noter, que l'établissement ne peut en aucun cas s'exonérer du respect de la réglementation en vigueur. En effet, si la collectivité met à disposition des moyens et assure les missions d'exploitation, le chef d'établissement, en sa qualité d'organe exécutif de l'établissement (Article R421-9 du code de l'éducation) est le responsable des traitements mis en œuvre dans son établissement au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (Article 4, 7° du RGPD).

Des droits administrateurs limités peuvent être accordés à des personnels compétents du lycée, **par délégation explicite du chef d'établissement** pour des missions directement liées aux métiers ou à la continuité de service. Dans ce cas, **le DNE ouvre les droits aux personnes désignées**. En cas de changement de chef d'établissement, de départ d'un délégataire et à date anniversaire de l'attribution des droits, l'établissement doit réviser les délégations.

Généralement, l'octroi de droits administrateurs permet techniquement au délégataire de réaliser des actions qui dépassent le périmètre des missions déléguées et qui relèvent du domaine de compétences de la Région. Dans ce cas **l'établissement en est informé et acte qu'il ne pourra tenir la Région pour responsable d'événements intervenus sur le périmètre d'intervention**, techniquement possible, **de ses délégataires**.

Conseil

Un nettoyage des fichiers devenus inutiles ou ne relevant plus des fichiers vivants doit être réalisé. Le stockage sur des périphériques externe doit être envisagé pour ces fichiers.

En raison des risques de perte de données ou d'exploitation liés à la délégation de droits, notamment du fait que les actions techniquement possibles dépassent généralement les missions déléguées, il convient de détailler ces dernières et de s'assurer que le délégataire en a parfaitement perçu le périmètre, ainsi que les responsabilités liées à la délégation.

Procédure

Toute demande d'intervention doit se faire via SUMIT-RAHdF

Toute demande de délégation de droits sur les équipements d'infrastructure doit être sollicitée, par écrit, auprès du chef d'établissement. La demande est nominative. Elle doit être précise quant aux actions à réaliser et motivée au regard des missions du métier.

Les demandes de délégation, datées et signées par le chef d'établissement, sont adressées au DNE.

Logiciel métier pour l'administration

Le service

comprend :

- L'ingénierie d'intégration au SI, au besoin en association avec le prestataire,
- L'installation,
- La configuration technique d'intégration au SI,
- La participation à la configuration fonctionnelle suivant les préconisations fournies par l'établissement.

ne comprend pas :

- La fourniture du logiciel,
- La formation à l'usage du logiciel,
- La configuration fonctionnelle du logiciel,
- L'installation ou la gestion de logiciels sur des équipements spécifiques,
- Le SAV.

Les logiciels métiers administratifs, qu'ils soient installés sur un poste de travail ou sur l'infrastructure, **sont fournis par l'établissement ou l'académie** (fichier, support, numéro de licences ou clé d'activation, équipement spécifique lié, procédure ou préconisations d'installation du fournisseur, etc.). Les logiciels doivent être compatibles avec le système d'exploitation courant.

Dans le cas d'un nouveau logiciel devant être intégré au SI, voire d'un changement de version, **le DNE doit être associé dès l'origine du projet** afin d'étudier les contraintes d'intégration, voire la faisabilité. Cette phase d'étude peut nécessiter la participation de personnels compétents dans le domaine professionnel en lien avec l'outil à intégrer. Si l'outil peut intéresser plusieurs utilisateurs ou établissements, il peut être nécessaire de l'encapsuler pour le déployer via les outils de gestion de parc.

Si le logiciel relève d'un contrat de service, les techniciens du DNE prennent l'attache des services techniques du fournisseur pour étudier conjointement ses contraintes d'intégration au système d'information (SI). Aussi, l'établissement doit prévoir ces modalités au contrat de services souscrit.

Si l'applicatif est installé sur un serveur relevant de la responsabilité du DNE, **les ressources allouées sont définies et arrêtées lors de l'étude d'intégration**. Dès lors, **l'établissement doit s'assurer que son prestataire s'engage**, quant au niveau de service fourni, **sur cette base**. En aucune façon l'établissement pourra solliciter des ressources complémentaires du fait d'un niveau de service non conforme à ce qui était attendu. **De plus**, l'établissement doit explicitement préciser à son prestataire, qu'en cas de problème, **il lui appartient de prouver que les éventuels problèmes ne relèvent pas de son périmètre**.

Pour éviter tout litige, il est préférable de disposer d'un service intégrant les ressources matérielles et logicielles garantissant, sous l'entière responsabilité du prestataire, le service attendu.

Les techniciens du DNE ont en charge l'installation et la configuration technique de l'applicatif dès lors qu'il relève de la responsabilité du DNE. **Si le logiciel relève d'un contrat de service, les techniciens du DNE accompagnent le prestataire** pour l'intégration de sa solution au S.I. de l'établissement. Le prestataire est pleinement responsable du bon fonctionnement de sa solution. **L'établissement doit donc veiller à souscrire à toute prestation de service nécessaire à l'installation et à la maintenance de l'application**. De même, toute évolution de l'infrastructure nécessitant l'intervention de son prestataire demeure à la charge de l'établissement.

Si un prestataire doit accéder à distance à ses outils, une étude de faisabilité sera réalisée, visant à définir et à mettre en œuvre les modalités d'accès. Dès lors, **le chef d'établissement doit formaliser une demande d'accès externe dérogatoire pour son prestataire**.

L'utilisateur doit pleinement maîtriser l'usage du logiciel lui permettant d'assurer les missions dévolues à son **métier**. Au besoin, il sollicite les formations adaptées auprès de son employeur et fait directement appel au service d'assistance du fournisseur si sa demande relève de l'usage métier de l'applicatif.

+ d'infos

Le technicien de l'équipe mobile pourra vous indiquer si la procédure d'intégration d'un logiciel au SI est connue ou si une étude doit être engagée.

Conseil

Les différentes phases d'un projet d'intégration d'un nouveau logiciel au SI pouvant être relativement longues, il convient d'associer le DNE dès l'origine du projet.

Lorsqu'un applicatif relève d'un contrat de services, il est préférable de disposer d'un service intégrant les ressources matérielles et logicielles. Ainsi, le prestataire ne peut se défausser quant au niveau de service fourni par rapport au niveau contractualisé.

Procédure

Un travail de cohérence des types et des versions de logiciels permet de limiter les outils à gérer.

Dans un souci de cohérence des outils métiers utilisés pour la gestion de la vie du lycée, toute demande d'ajout ou de modification d'un logiciel doit être adressée, pour validation, au secrétaire général.

Une fois validées, les demandes d'installation se font via SUMiT-RAHdF.

Logiciel métier pour la pédagogie

Le service

comprend :

- L'ingénierie d'intégration au SI, au besoin en association avec le prestataire,
- L'installation,
- La configuration technique d'intégration au SI,
- La participation à la configuration fonctionnelle suivant les préconisations fournies par l'établissement.

ne comprend pas :

- La fourniture du logiciel,
- La formation à l'usage du logiciel,
- La configuration fonctionnelle du logiciel,
- L'installation ou la gestion de logiciels sur des équipements spécifiques,
- Le SAV.

Les logiciels métiers pédagogiques, qu'ils soient installés sur un poste de travail ou sur l'infrastructure, **sont fournis par l'établissement** (fichier, support, numéro de licences ou clé d'activation, procédure ou préconisations d'installation du fournisseur, etc.). Les logiciels doivent être compatibles avec le système d'exploitation courant.

Dans le cas d'un nouveau logiciel devant être intégré au SI, voire d'un changement de version, **le DNE doit être associée dès l'origine du projet** afin d'étudier les contraintes d'intégration, voire la faisabilité. Cette phase d'étude peut nécessiter la participation de personnels compétents dans le domaine professionnel en lien avec l'outil à intégrer. Si l'outil peut intéresser plusieurs utilisateurs ou établissements, il peut être nécessaire de l'encapsuler pour le déployer via les outils de gestion de parc.

Si le logiciel relève d'un contrat de service, les techniciens du DNE prennent l'attache des services techniques du fournisseur pour étudier conjointement ses contraintes d'intégration au système d'information (SI). Aussi, l'établissement doit prévoir ces modalités au contrat de services souscrit.

Si l'applicatif est installé sur un serveur relevant de la responsabilité du DNE, **les ressources allouées sont définies et arrêtées lors de l'étude d'intégration**. Dès lors, **l'établissement doit s'assurer que son prestataire s'engage**, quant au niveau de service fourni, **sur cette base**. En aucune façon l'établissement pourra solliciter des ressources complémentaires du fait d'un niveau de service non conforme à ce qui était attendu. **De plus**, l'établissement doit explicitement préciser à son prestataire, qu'en cas de problème, **il lui appartient de prouver que les éventuels problèmes ne relèvent pas de son périmètre**.

Pour éviter tout litige, il est préférable de disposer d'un service intégrant les ressources matérielles et logicielles garantissant, sous l'entière responsabilité du prestataire, le service attendu.

Les techniciens du DNE ont en charge l'installation et la configuration technique de l'applicatif dès lors qu'il relève de la responsabilité du DNE. **Si le logiciel relève d'un contrat de service, les techniciens du DNE accompagnent le prestataire** pour l'intégration de sa solution au S.I. de l'établissement. Le prestataire est pleinement responsable du bon fonctionnement de sa solution. **L'établissement doit donc veiller à souscrire à toute prestation de service nécessaire à l'installation et à la maintenance de l'application**. De même, toute évolution de l'infrastructure nécessitant l'intervention de son prestataire demeure à la charge de l'établissement.

Si un prestataire doit accéder à distance à ses outils, une étude de faisabilité sera réalisée, visant à définir et à mettre en œuvre les modalités d'accès. Dès lors, **le chef d'établissement doit formaliser une demande d'accès externe dérogatoire pour son prestataire**.

L'utilisateur doit pleinement maîtriser l'usage du logiciel lui permettant d'assurer les missions dévolues à son **métier**. Au besoin, il sollicite les formations adaptées auprès de son employeur et fait directement appel au service d'assistance du fournisseur si sa demande relève de l'usage métier de l'applicatif.

+ d'infos

Le technicien de l'équipe mobile pourra vous indiquer si la procédure d'intégration d'un logiciel au SI est connue ou si une étude doit être engagée.

Conseil

Les différentes phases d'un projet d'intégration d'un nouveau logiciel au SI pouvant être relativement longues, il convient d'associer le DNE dès l'origine du projet.

Lorsqu'un applicatif relève d'un contrat de services, il est préférable de disposer d'un service intégrant les ressources matérielles et logicielles. Ainsi, la garantie du niveau de service attendu relève de l'entière responsabilité du prestataire.

Procédure

Un travail de cohérence des types et des versions de logiciels permet de limiter les outils à gérer.

Dans un souci de cohérence des outils métiers utilisés pour la pédagogie, toute demande d'ajout ou de modification d'un logiciel doit être adressée, pour validation, au secrétaire général.

Une fois validées, les demandes d'installation se font via SUMiT-RAHdF.

Outils de gestion d'infrastructure

Le service

comprend :

- La fourniture
- L'installation
- La configuration
- L'exploitation
- Le maintien en condition opérationnelle
- La supervision des systèmes et remontées d'alertes, le cas échéant
- La prise en charge des alertes et événements identifiés
- La délégation de droits pour l'exploitation de certains outils ou certaines fonctionnalités

ne comprend pas :

- La formation
- La délégation de droits à des tiers pour l'administration ou la gestion des outils régionaux

Les outils de gestion de l'infrastructure du système d'information (SI) permettent à la collectivité d'assurer ses missions, telles que définies par le code de l'Éducation, notamment en termes de gestion, de maintenance, de sécurisation et d'optimisation les éléments composant le SI dont les réseaux, les serveurs, le parc numérique, comprenant plus de 100 000 équipements. Sont exclus du périmètre d'intervention de la collectivité les outils de gestion d'infrastructure des sections pédagogiques utilisés à des fins de formation aux métiers de l'informatique, de la domotique, etc. administrés et exploités par les enseignants et les apprenants de ces filières.

La Région fournit les outils de gestion d'infrastructure et en assure la mise en œuvre, l'administration et la gestion qui relèvent de sa compétence exclusive.

L'exploitation de ces outils permet notamment la mise à jour et la mise en conformité des postes de travail (intégrité sécuritaire), **le déploiement d'applicatifs** métiers packagés, **la supervision de la disponibilité des services, des systèmes et des réseaux, le suivi des sauvegardes** (systèmes, données, configurations d'équipements réseaux...), **la gestion des différents réseaux**, etc.

En raison du risque d'interférence avec le périmètre de responsabilité de la collectivité, le déploiement ou l'exploitation d'outils de gestion d'infrastructure autres que ceux mis en place par le Département du numérique éducatif, ou l'exploitation de ceux fournis en dehors des règles d'exploitation définie par ce dernier, dégagent la Région de toute responsabilité concernant le système d'information de l'établissement. Elle n'accompagnera plus l'établissement sur le périmètre du numérique.

+ d'infos

Les équipements des formations aux métiers du numérique doivent impérativement être positionnés sur des réseaux physiques ou virtuels dédiés à l'expérimentation, indépendants des réseaux d'exploitation. De tels réseaux sont prévus au sein du S.I. de l'établissement.

Conseil

Si des outils systèmes ont historiquement été mis en place par un tiers, il convient de solliciter l'équipe mobile référente afin qu'elle vérifie que ces derniers ont bien été mis hors service et n'interféreront pas avec ceux du DNE.

Procédure

Infrastructure réseaux – réseau local

Le service

comprend :

- L'ingénierie,
- La fourniture des équipements actifs si travaux réalisés par EMOP ou ATTE suivant préconisations,
- L'installation, la configuration, l'exploitation des équipements réseaux,
- Le maintien en condition opérationnelle, sous réserve de cohérence technique et économique

ne comprend pas :

- Les travaux de câblage, dont la réparation des prises réseaux
- Les réparations liées à des dégradations volontaires,
- La prise en charge des équipements mis en œuvre sans étude du DNE et accord préalable de la Région, ou relevant de la compétence d'autres services que le DNE,
- Les équipements des sections pédagogiques de formations aux métiers de l'informatique ou assimilées.

Le DNE a en charge l'ingénierie et la gestion technique des réseaux locaux des établissements. Cela comprend la définition de sa topologie, son calibrage et donc la réalisation des études d'extension ou d'adaptation des réseaux. Le DNE **fournit, met en œuvre et configure les équipements actifs** nécessaires à l'adaptation du réseau existant, lorsque les travaux sont réalisés par les EMOP ou par les agents techniques des établissements, après accord de la collectivité et suivant les préconisations du DNE. Il **en assure le maintien en condition opérationnelle (MCO)**. Pour ce faire, il **établit et tient à jour des documents techniques, assure une supervision** nécessitant une configuration prenant en compte toute évolution, **sauvegarde**, autant que faire se peut, **les configurations des actifs** afin de pouvoir rétablir rapidement le service en cas de panne matérielle.

Sont exclus, de ce service, les équipements des sections pédagogiques de formation aux métiers de l'informatique, de la domotique, etc., dès lors notamment que la formation nécessite la mise en œuvre, la configuration, etc. d'outils numériques et donc de disposer de droits administrateurs.

Le réseau physique de l'établissement, relevant du patrimoine immobilier, est de la responsabilité de la collectivité. Au même titre que les autres travaux, **toute modification ou extension du réseau doit faire l'objet d'une demande de travaux auprès de la collectivité** et plus spécifiquement de la Direction *Équipements et Patrimoine Lycées*. **Le Département du Numérique Éducatif a la responsabilité de la topologie du réseau** qui a une incidence sur sa capacité ; les équipements et les liaisons principales doivent être dimensionnées au regard des usages qu'ils supportent. La collectivité ne peut garantir l'adéquation des réseaux au besoin ou en assurer la gestion si elle n'en maîtrise pas l'évolution.

De même, tout ajout d'équipement d'infrastructure (routeur, commutateur, borne wifi, serveur...) ou toute intervention sur ces équipements peut engendrer des dysfonctionnements graves et induire des temps de rétablissement du service importants. Aussi, pour préserver la sécurité du S.I. et de ses usagers, lorsqu'une solution non connue par le DNE et pouvant potentiellement présenter un risque pour ceux-ci, est détectée, elle est isolée, voire neutralisée, puis l'équipe de direction en est informée.

En cas d'incident ou de détection d'une activité suspecte (tentative d'intrusion, malware), **le DNE intervient pour isoler les éléments compromis, limiter les impacts et restaurer rapidement le service.**

Un établissement autorisant une intervention externe ou intervenant directement, sans validation explicite préalable des services de la Région, est réputé prendre l'entière responsabilité de son système d'information et renoncer aux services offerts par la collectivité en matière de numérique.

+ d'infos

Les équipements des formations aux métiers du numérique doivent impérativement être positionnés sur des réseaux physiques ou virtuels dédiés à l'expérimentation, indépendants des réseaux d'exploitation. De tels réseaux sont prévus au sein du S.I. de l'établissement.

Conseil

Veiller à n'ajouter aucun équipement actif ou dont la configuration peut avoir une incidence sur le fonctionnement du S.I. du lycée (ex. switch, borne wifi).

Procédure

Toute demande d'intervention doit se faire via SUMIT-RAHdf

Toute demande d'évolution du réseau doit se faire auprès de la Direction *Équipements et patrimoine lycées* dans le respect de la procédure en vigueur.

Les demandes d'ajout de prises doivent être adressées par mail au secrétaire général, en reprenant l'existant dans la ou les salles concernées, en précisant les usages prévus et en justifiant la demande.

Sécurité des usages réseaux et de l'Internet

Le service comprend :

- La mise à disposition, la mise en œuvre et le maintien en condition opérationnelle d'équipements de sécurité, sous réserve de cohérence technique et économique
- La journalisation des accès
- La mise en place de filtrages par défaut
- La gestion des flux réseaux

ne comprend pas :

- Les réparations liées à des dégradations volontaires, défaut de surveillance absence de contrat obligatoire.
- La formation et l'assistance aux usages des outils métiers
- La prise en charge des équipements hors du domaine eduHDF (non configurés et gérés par le DNE)

La Région acquiert et met en place des outils visant à protéger les réseaux locaux d'attaques externes **et permettant à l'établissement d'assurer ses missions en termes de sécurité des usages** des réseaux et de l'internet.

Pour ce faire, **la Région et ses partenaires académiques définissent conjointement les règles de sécurité** appliquées **par défaut. Ils veillent au respect de la législation en vigueur** et des règles qui s'imposent aux réseaux d'établissements scolaires.

La Région configure les outils et applique les règles de sécurité par défaut **et les ajuste**, au besoin, **aux spécificités de chaque établissement.**

Dans ce cadre, **elle propose une solution de filtrage des accès internet**, en conformité avec les lois relatives à la protection des mineurs et à la cybersécurité, **visant notamment à limiter l'accès aux contenus inappropriés ou dangereux. L'établissement peut autoriser des sites interdits** par défaut **ou interdire des sites autorisés** par défaut. Le chef d'établissement peut déléguer cette responsabilité à un de ses collaborateurs, personnel de l'État. **Toute demande dérogatoire**, d'accès ou de restriction d'accès à un site, **faite auprès d'un technicien** en informatique et numérique éducatif **doit être datée et signée par le chef d'établissement ou son délégué**, l'URL du site **doit être spécifiée, ainsi que la durée de la dérogation**. Si l'URL est identifiée comme dangereuse, insécurisée ou illégale, la demande sera rejetée.

La Région assure, pour l'établissement, **une traçabilité des usages Internet à des fins de prévention et d'investigation.**

L'établissement a en charge la sensibilisation des personnels afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière de cybersécurité. Pour ce faire, il peut notamment s'appuyer que la charte d'usage du numérique de l'établissement.

Chaque utilisateur dispose de ses propres données d'authentification. Il veille à la robustesse de ses mots de passe. L'utilisation partagée des comptes ou des mots de passe est strictement interdite. Toute suspicion de piratage d'un équipement, d'un compte, d'usage ou de risque d'usage frauduleux de ses données d'authentification est immédiatement signalé auprès du chef d'établissement et de la plateforme SUMiT.

+ d'infos

[Circulaire n°2004-035 du 18-2-2004](#)

Conseil

L'établissement doit établir et faire signer, par chaque usager de son système d'information, une charte d'usage du numérique de l'établissement.

Procédure

En cas d'incident de sécurité des usages, informer le RSSI de la Région Académique : rsi@ac-lille.fr.

Identifiants et espaces de travail utilisateur

Le service

comprend :

- Gestion des règles d'échange de données avec les autorités de tutelle
- La création des comptes d'accès au SI des utilisateurs déclarés dans STSWeb ou dans PGCU
- La création des espaces de travail par défaut de ces utilisateurs
- La mise à disposition des identifiants des utilisateurs déclarés dans STSWeb

ne comprend pas :

- La gestion courante des identifiants et mots de passe (perte des données d'authentification, réinitialisation des mots de passe...)

La Région conventionne avec la Région académique pour disposer des données utilisateurs sur son périmètre de responsabilité. Sur cette base, **elle génère les données d'authentification des utilisateurs** (identifiant et mot de passe), leur permettant d'accéder au système d'information de l'établissement et à O365, si l'établissement a souscrit à l'offre de service. Parallèlement, **elle crée les espaces de travail**, par défaut, pour chaque utilisateur, ainsi que pour chaque classe ou groupe déclaré dans STSWeb auxquels sont associés élèves et professeurs.

L'établissement doit veiller à la complétude et à la cohérence des informations renseignées dans STSWeb. Il s'assure que les données sont promptement renseignées, pour que chaque utilisateur dispose au plus vite de ses accès.

La Région met les comptes à jour dans les 72^h ouvrées après mise à disposition des données.

Elle met à disposition une interface de gestion des comptes utilisateurs ne devant ou **ne pouvant être renseignés dans STSWeb**. L'établissement renseigne l'interface donnant en veillant au respect strict des catégories d'utilisateurs.

L'établissement peut réinitialiser le mot de passe via l'interface PGCU (Programmation et Gestion des comptes utilisateurs).

Par défaut, les droits d'utilisation de l'interface PGCU sont octroyés au chef d'établissement. Celui-ci peut solliciter une délégation pour un ou plusieurs de ses personnels en charge de gérer les comptes.

Le chef d'établissement, en tant que responsable des usages, des traitements et de la sécurité des personnes, **doit veiller à ce que les comptes soient nominatifs et individuels**. À défaut, sa responsabilité serait engagée notamment en cas d'usage ou d'actes illégaux effectués sur ou depuis le réseau de l'établissement, sans possibilité de tracer l'utilisateur à la source de l'action.

+ d'infos

<https://podeduc.apps.education.fr/drasi-dsru/stsweb/>

Conseil

Lorsqu'un élève provient d'un autre établissement, assurez-vous que ce dernier a « libéré » la fiche de l'élève pour ne pas la recréer et ainsi générer un doublon à terme. Veiller à exporter les données STSWEB vers Siècle (case à cocher dans STSWeb) pour que les données remontent à l'Académie, puis parviennent à la Région. Veiller à la correspondance des classes entre les apprenants et leurs enseignants.

Procédure

Chaque utilisateur dispose de ses propres données d'authentification. Il veille à la robustesse de ses mots de passe. L'utilisation partagée des comptes ou des mots de passe est strictement interdite. Toute suspicion d'usage ou de risque d'usage frauduleux de ses données d'authentification est immédiatement signalé auprès du chef d'établissement et de la plateforme SUMiT.

Annexe – textes juridiques

Extrait du code de l'Éducation

Région

Article L 214-6

La région (...) assure (...) l'acquisition et la maintenance des infrastructures et des équipements, dont les matériels informatiques et les logiciels prévus pour leur mise en service, nécessaires à l'enseignement et aux échanges entre les membres de la communauté éducative sont à la charge de la région.

EPLE

Le chef d'établissement, en sa qualité d'organe exécutif de l'établissement (Article R421-9) doit être regardé comme le responsable des traitements mis en œuvre dans son établissement.

Article R 421-9

En qualité d'organe exécutif de l'établissement, le chef d'établissement :

1° Représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile. Après avoir recueilli l'autorisation du conseil d'administration, il conclut les transactions ;

3° Préside le conseil d'administration, ... ;

Article R421-10

En qualité de représentant de l'Etat au sein de l'établissement, le chef d'établissement :

3° Prend toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sécurité des personnes et des biens... de l'établissement ;

5° Engage les actions disciplinaires et intente les poursuites devant les juridictions compétentes.

A l'égard des élèves, il est tenu, dans les cas suivants, d'engager une procédure disciplinaire, soit dans les conditions prévues à [l'article R. 421-10-1](#), soit en saisissant le conseil de discipline :

d) Lorsque l'élève commet des actes de harcèlement, notamment de cyberharcèlement, à l'encontre d'un autre élève, y compris lorsque ce dernier est scolarisé dans un autre établissement.

Il peut prononcer sans saisir le conseil de discipline les sanctions mentionnées à [l'article R. 511-14](#) ainsi que les mesures de prévention, d'accompagnement et les mesures alternatives aux sanctions prévues au règlement intérieur.

Il peut, dans les conditions prévues à l'article [R. 511-44](#), saisir le conseil de discipline départemental.

Article R 421-23

Le conseil d'administration, sur saisine du chef d'établissement, donne son avis sur :

(...) 2° Les principes de choix des manuels scolaires, des logiciels et des outils pédagogiques ;

Article 4, 7° - Définition du responsable du traitement de la donnée :

Est «responsable du traitement», la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; (...)

Article 13 - Informations à fournir lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée

Lorsque des données à caractère personnel relatives à une personne concernée sont collectées auprès de cette personne, le responsable du traitement lui fournit, au moment où les données en question sont obtenues, toutes les informations suivantes :

- a) l'identité et les coordonnées du responsable du traitement et, le cas échéant, du représentant du responsable du traitement
 - b) le cas échéant, les coordonnées du délégué à la protection des données;
 - c) les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel ainsi que la base juridique du traitement;
 - d) lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point f), les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers;
 - e) les destinataires ou les catégories de destinataires des données à caractère personnel, s'ils existent; et
- (...)

En plus des informations visées au paragraphe 1, le responsable du traitement fournit à la personne concernée, au moment où les données à caractère personnel sont obtenues, les informations complémentaires suivantes qui sont nécessaires pour garantir un traitement équitable et transparent :

- a) la durée de conservation des données à caractère personnel ou, lorsque ce n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée;
 - b) l'existence du droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données;
 - c) lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point a), ou sur l'article 9, paragraphe 2, point a), l'existence du droit de retirer son consentement à tout moment, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci;
 - d) le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle;
 - e) des informations sur la question de savoir si l'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire ou contractuel ou si elle conditionne la conclusion d'un contrat et si la personne concernée est tenue de fournir les données à caractère personnel, ainsi que sur les conséquences éventuelles de la non-fourniture de ces données;
- (...)

Article 24 - Responsabilité du responsable du traitement :

*Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, **le responsable du traitement met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au présent règlement.** Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.*

Article 25 - Protection des données dès la conception et protection des données par défaut

*Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, que présente le traitement pour les droits et libertés des personnes physiques, **le responsable du traitement met en œuvre, tant au moment de la détermination des moyens du traitement qu'au moment du traitement lui-même, des mesures techniques et organisationnelles appropriées, telles que la pseudonymisation, qui sont destinées à mettre en œuvre les principes relatifs à la protection des données, par exemple la minimisation des données, de façon effective et à assortir le traitement des garanties nécessaires afin de répondre aux exigences du présent règlement et de protéger les droits de la personne concernée.***

Article 30 - Registre des activités de traitement

Chaque responsable du traitement et, le cas échéant, le représentant du responsable du traitement tiennent un registre des activités de traitement effectuées sous leur responsabilité. Ce registre comporte toutes les informations suivantes:

a) le nom et les coordonnées du responsable du traitement et, le cas échéant, du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données;

b) les finalités du traitement;

c) une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel;

d) les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales;

(...)

f) dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données;

g) dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles visées à l'article 32, paragraphe 1.

Article 32 - Sécurité du traitement

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins:

a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;

b) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;

c) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

d) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.(...)

Article 37 - Désignation du délégué à la protection des données

Le responsable du traitement et le sous-traitant désignent en tout état de cause un délégué à la protection des données lorsque:

a) le traitement est effectué par une autorité publique ou un organisme public, (...)

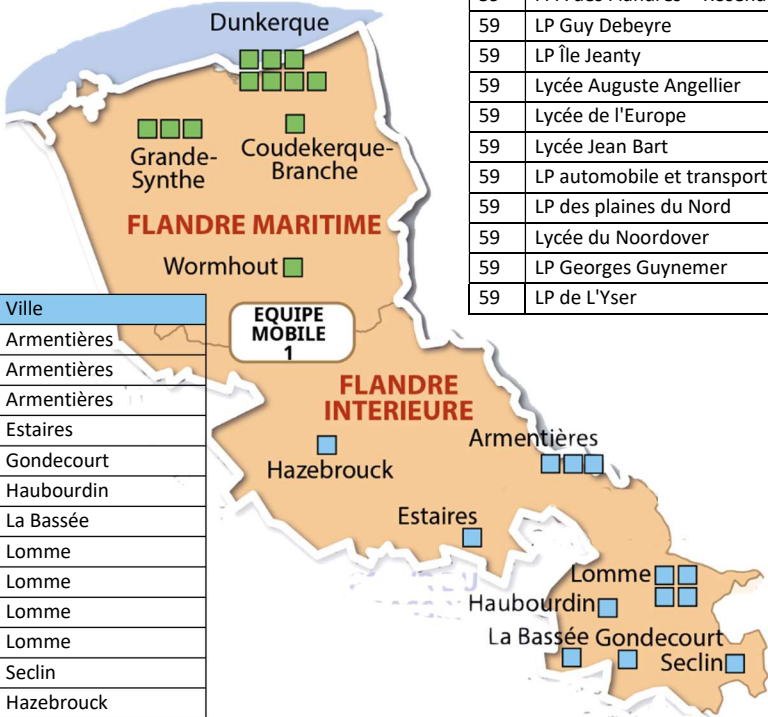
Annexe - Périmètre d'intervention des équipes mobiles en informatique et numérique éducatif

Service Exploitations des SI locaux Nord
Il comprend quatre équipes mobiles, comprenant chacune deux sections.

Équipe mobile Nrd 1

- Section Flandre maritime
- Section Flandre Intérieure

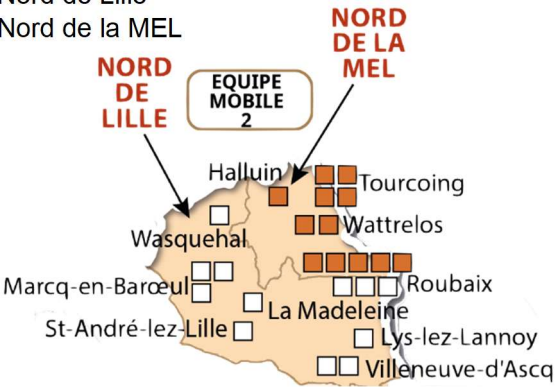
Dép	Nom	Ville
59	LP Île de Flandre	Armentières
59	Lycée Gustave Eiffel	Armentières
59	Lycée Paul Hazard	Armentières
59	Lycée Val de Lys	Estaires
59	Lycée Marguerite de Flandre	Gondcourt
59	Lycée Beaupré	Haubourdin
59	LP Louis Léopold Boily	La Bassée
59	EREA Nelson Mandela	Lomme
59	FPA des Flandres - site de Lomme	Lomme
59	LP Sonia Delaunay	Lomme
59	Lycée Jean Prouvé	Lomme
59	LP les hauts de Flandre	Seclin
59	Cité scolaire des Flandres	Hazebrouck



Dép	Nom	Ville
59	LP Fernand Léger	Coudekerque-Branche
59	FPA des Flandres - Rosendaël	Dunkerque
59	LP Guy Debeyre	Dunkerque
59	LP Île Jeanty	Dunkerque
59	Lycée Auguste Angellier	Dunkerque
59	Lycée de l'Europe	Dunkerque
59	Lycée Jean Bart	Dunkerque
59	LP automobile et transports	Grande-Synthe
59	LP des plaines du Nord	Grande-Synthe
59	Lycée du Noordover	Grande-Synthe
59	LP Georges Guynemer	Saint-Pol-sur-Mer
59	LP de L'Yser	Wormhout

Équipe mobile Nrd 2

- Section Nord de Lille
- Section Nord de la MEL



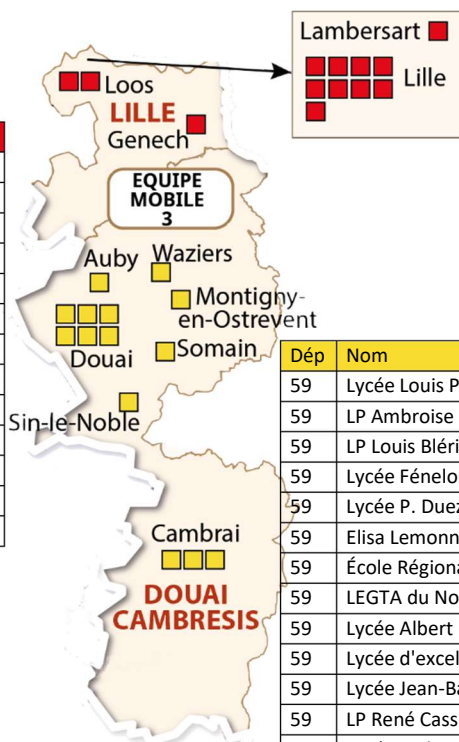
Dép	Nom	Ville
59	Lycée Valentine Labbé	La Madeleine
59	EREA Colette Magny	Lys-lez-Lannoy
59	EELM Jacques Delors	Marcq-en-Barœul
59	LP Alfred Mongy	Marcq-en-Barœul
59	Lycée Yves Kernanec	Marcq-en-Barœul
59	LP Louis Loucheur	Roubaix
59	Lycée Charles Baudelaire	Roubaix
59	Lycée Van Der Meersch	Roubaix
59	LP Vertes Feuilles	Saint-André-lez-Lille
59	Lycée Raymond Queneau	Villeneuve-d'Ascq
59	LP Dinah Derycke	Villeneuve-d'Ascq
59	LP Jacques-Yves Cousteau	Wasquehal

Dép	Nom	Ville
59	LP Antoine de Saint-Exupéry	Halluin
59	Lycée Jean Moulin	Roubaix
59	ESAAT	Roubaix
59	LP Lavoisier	Roubaix
59	LP Turgot	Roubaix
59	Lycée Jean Rostand	Roubaix
59	Cité Scolaire Sévigné	Tourcoing
59	LP le Corbusier	Tourcoing
59	Lycée Colbert	Tourcoing
59	Lycée Gambetta	Tourcoing
59	LP Alain Savary	Wattlelos
59	Lycée Émile Zola	Wattlelos

Équipe mobile Nrd 3

- Section Lille
- Section Douaisis – Cambrésis

Dép	Nom	Ville
59	Lycée Charlotte Perriand	Genech
59	Lycée Jean Perrin	Lambersart
59	Cité Scolaire César Baggio	Lille
59	École régionale Ernest Couteaux	Lille
59	LP Aimé Césaire	Lille
59	Lycée Faidherbe	Lille
59	Lycée Fénelon	Lille
59	Lycée Gaston Berger	Lille
59	Lycée hôtelier international de Lille	Lille
59	Lycée international Montebello	Lille
59	Lycée Louis Pasteur	Lille
59	École régionale des déficients visuels	Loos
59	LP Maurice Duhamel	Loos

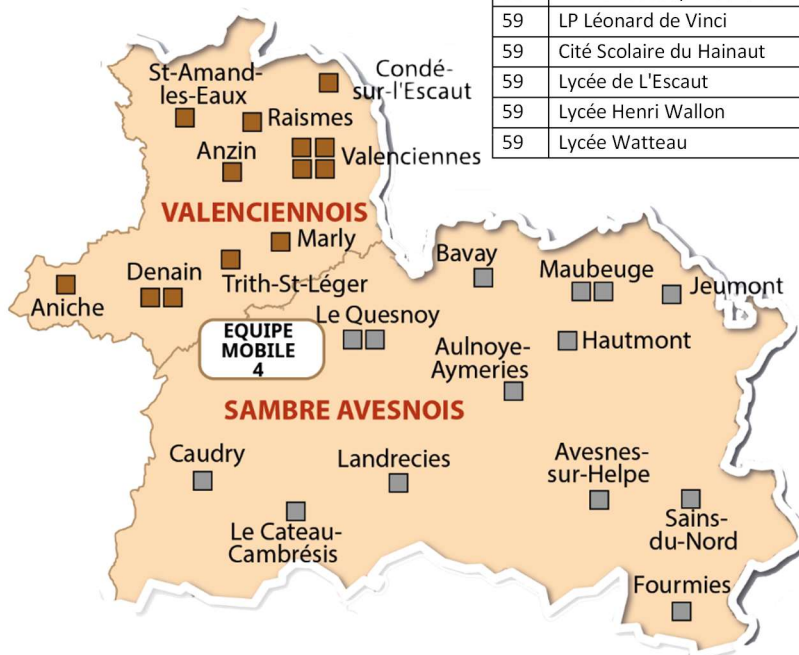


Dép	Nom	Ville
59	Lycée Louis Pasteur	Somain
59	LP Ambroise Croizat	Auby
59	LP Louis Blériot	Cambrai
59	Lycée Fénelon	Cambrai
59	Lycée P. Duez & LP L. de Bettignies	Cambrai
59	Elisa Lemonnier	Douai
59	École Régionale du premier degré	Douai
59	LEGTA du Nord - BioTech	Douai
59	Lycée Albert Châtelet	Douai
59	Lycée d'excellence Edgar Morin	Douai
59	Lycée Jean-Baptiste Corot	Douai
59	LP René Cassin	Montigny-en-Ostr.
59	Lycée Arthur Rimbaud	Sin-le-Noble
59	LP Paul Langevin	Waziers

Équipe mobile Nrd 4

- Section Valenciennes
- Section Sambre - Avesnois

Dép	Nom	Ville
59	LP Pierre-Joseph Fontaine	Anzin
59	Lycée du Pays de Condé	Condé-sur-l'Escaut
59	Cité Scolaire Alfred Kastler	Denain
59	Lycée J. Mousseron & LP A. Jurénil	Denain
59	LP François Mansart	Marly
59	LP horticole	Raismes
59	Lycée Ernest Couteaux	St-Amand-les-Eaux
59	LP Pierre-Joseph Laurent	Aniche
59	LP Léonard de Vinci	Trith-Saint-Léger
59	Cité Scolaire du Hainaut	Valenciennes
59	Lycée de L'Escaut	Valenciennes
59	Lycée Henri Wallon	Valenciennes
59	Lycée Watteau	Valenciennes



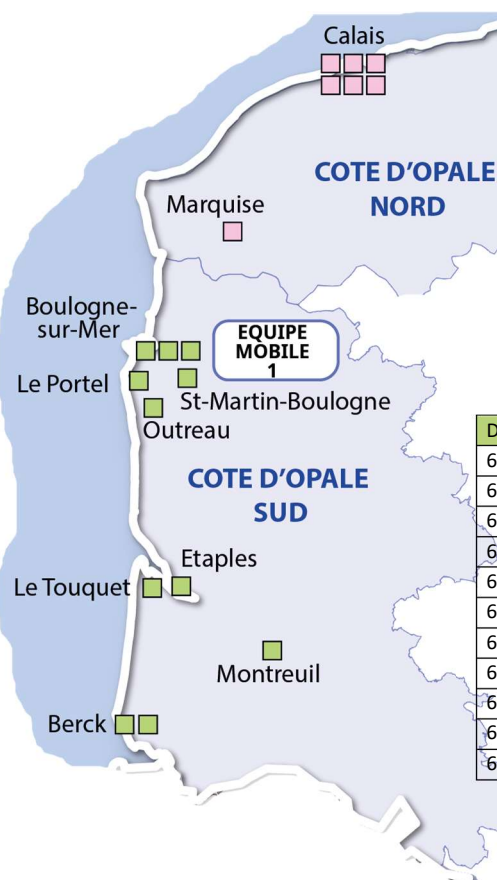
Dép	Nom	Ville
59	Lycée Joseph-Marie Jacquard	Caudry
59	LP Pierre et Marie Curie	Aulnoye-Aymeries
59	Lycée Jessé de Forest	Avesnes-sur-Helpe
59	Lycée des Nerviens	Bavay
59	Lycée Camille Claudel	Fourmies
59	LP Placide Courtoy	Haumont
59	LP Louis Armand	Jeumont
59	Lycée Duplex	Landrecies
59	Lycée Camille Desmoulins	Le Cateau-Cambrésis
59	LEGTA du Nord	Le Quesnoy
59	Lycée Eugène Thomas	Le Quesnoy
59	Lycée André Lurçat	Maubeuge
59	Lycée Pierre Forest	Maubeuge
59	LEGTA du Nord - Charles Naveau	Sains-du-Nord

Service Exploitations des SI locaux Pas-de-Calais

Il comprend trois équipes mobiles, comprenant chacune deux sections.

Équipe mobile PdC 1

- 🏠 Section Côte d'Opale Nord
- 🏠 Section Côte d'Opale Sud

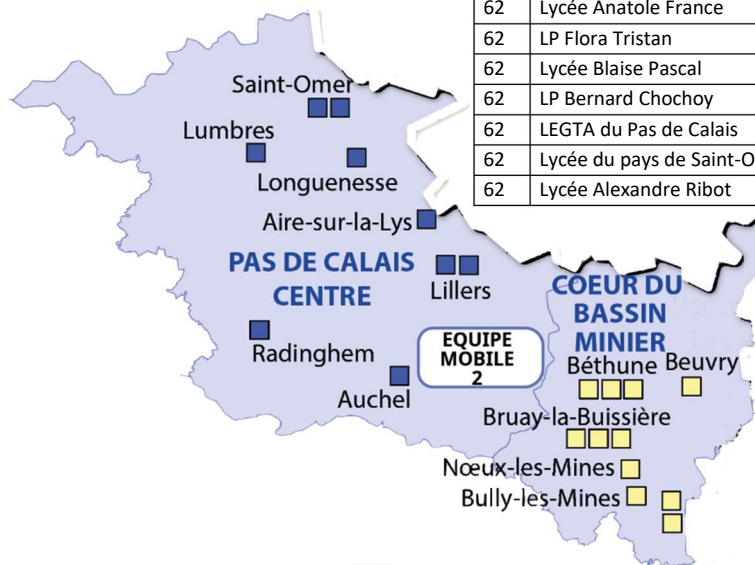


Dép	Nom	Ville
62	LP Normandie Niémen	Calais
62	LP du Détroit	Calais
62	Lycée Léonard de Vinci	Calais
62	EREA côte d'opale	Calais
62	Lycée Sophie Berthelot	Calais
62	Cité Scolaire Pierre de Coubertin	Calais
62	LP des deux caps	Marquise

Dép	Nom	Ville
62	EREA Saint-Exupéry	Berck
62	Lycée Jan Lavezzari	Berck
62	Lycée Edouard Branly	Boulogne-sur-Mer
62	LP Jean-Charles Cazin	Boulogne-sur-Mer
62	Lycée Mariette	Boulogne-sur-Mer
62	LP Jules Verne	Étaples
62	LP maritime et aquacole	Le Portel
62	Lycée hôtelier	Le Touquet-Paris-Plage
62	Lycée Eugène Woillez	Montreuil
62	LP professeur Clerc	Outreau
62	Lycée Giraux Sannier	Saint-Martin-Boulogne

Équipe mobile PdC 2

- 🏠 Section Pas-de-Calais Centre
- 🏠 Section Cœur du Bassin Minier



Dép	Nom	Ville
62	Lycée Vauban	Aire-sur-la-Lys
62	Lycée Lavoisier	Auchel
62	LP Fernand Degrugillier	Auchel
62	Lycée Anatole France	Lillers
62	LP Flora Tristan	Lillers
62	Lycée Blaise Pascal	Longuenesse
62	LP Bernard Chochoy	Lumbres
62	LEGTA du Pas de Calais	Radinghem
62	Lycée du pays de Saint-Omer	Saint-Omer
62	Lycée Alexandre Ribot	Saint-Omer

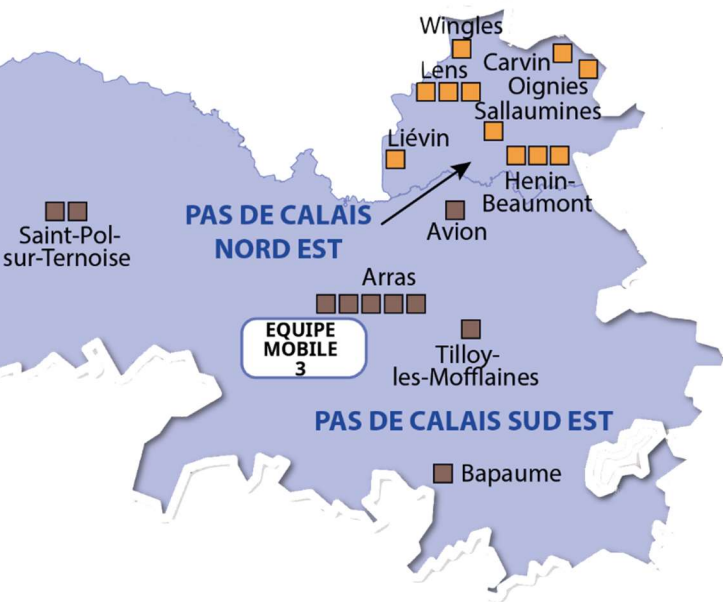
Dép	Nom	Ville
62	Cité Scolaire André Malraux	Béthune
62	LP Salvador Allende	Béthune
62	Lycée Louis Blaringhem	Béthune
62	Lycée Marguerite Yourcenar	Beuvry
62	LP Jean Bertin	Bruay-la-Buissière
62	Lycée Carnot	Bruay-la-Buissière
62	LP Pierre Mendès France	Bruay-la-Buissière
62	LP Léo Lagrange	Bully-les-Mines
62	Cité Scolaire Henri Darras	Liévin
62	LP François Hennebique	Liévin
62	Lycée d'Artois	Noeux-les-Mines

Équipe mobile PdC 3

- Section Pas-de-Calais Nord Est
- Section Pas-de-Calais Sud Est

Dép	Nom	Ville
62	Lycée Diderot	Carvin
62	Lycée Louis Pasteur	Hénin-Beaumont
62	Lycée Fernand Darchicourt	Hénin-Beaumont
62	LP Henri Senez	Hénin-Beaumont
62	Lycée Condorcet	Lens
62	Cité Scolaire Auguste Béhal	Lens
62	LP Maximilien de Robespierre	Lens
62	EREA "Michel Colucci"	Liévin
62	LP Joliot Curie	Oignies
62	LP la peupleraie	Sallaumines
62	Cité scolaire Voltaire	Wingles

Dép	Nom	Ville
62	Lycée Gambetta Carnot	Arras
62	LP Jacques le Caron	Arras
62	Lycée Robespierre	Arras
62	Lycée Guy Mollet	Arras
62	LP Alain Savary	Arras
62	Lycée Pablo Picasso	Avion
62	LP Philippe Auguste	Bapaume
62	Lycée Albert Châtelet	Saint-Pol-sur-Ternoise
62	LP Pierre Mendes France	Saint-Pol-sur-Ternoise
62	LEGTA du Pas de Calais	Tilloy-lès-Mofflaines



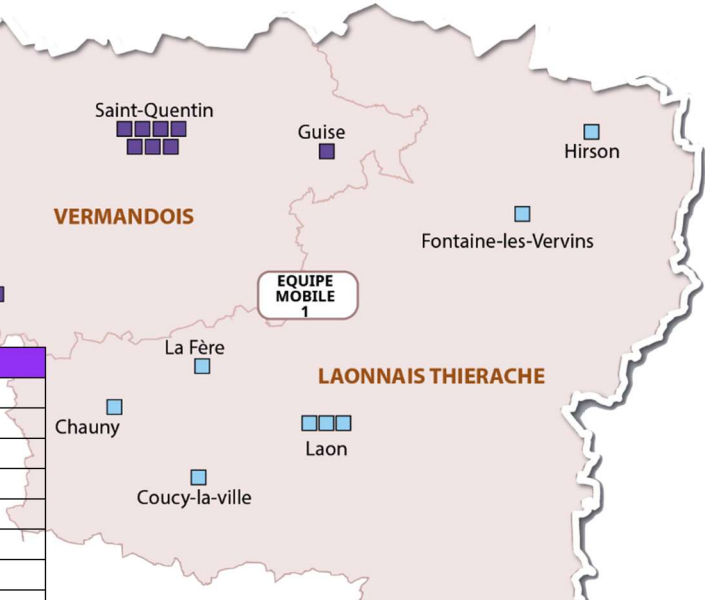
Service Exploitations des SI locaux Aisne Oise Somme

Il comprend quatre équipes mobiles, comprenant chacune deux sections.

Équipe mobile AOS 1

- Section Vermandois
- Section Laonnois Thiérache

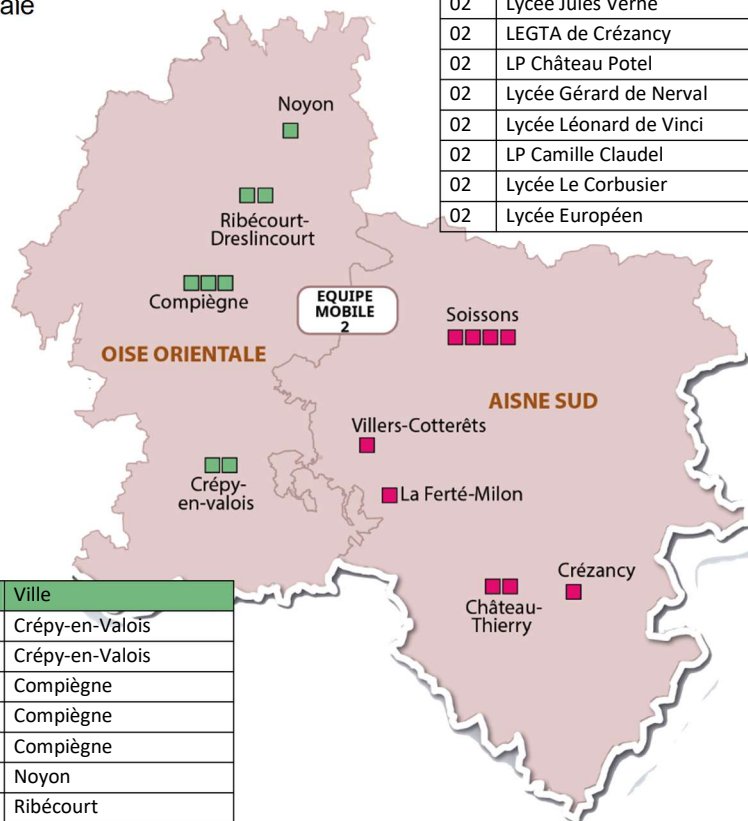
Dép	Nom	Ville
02	LP Françoise Dolto	Guisé
80	LP JCA Peltier	Ham
80	Lycée Pierre Mendès France	Péronne
80	LPA de la Haute-Somme	Péronne
02	EREA	Saint-Quentin
02	Lycée Henri Martin	Saint-Quentin
02	Lycée Pierre de la Ramée	Saint-Quentin
02	Lycée Jean Bouin	Saint-Quentin
02	Lycée Condorcet	Saint-Quentin
02	LP Colard Noël	Saint-Quentin
02	Lycée des Métiers d'Art	Saint-Quentin



Dép	Nom	Ville
02	LPA d'Aumont	Coucy-la-Ville
02	LEGTA de la Thiérache	Fontaine-les-Vervins
02	Lycée Joliot Curie	Hirson
02	LP Jean Monnet	La Fère
02	Lycée Paul Claudel	Laon
02	LP Julie Daubié	Laon
02	Lycée Pierre Méchain	Laon
02	Cité Gay Lussac – Jean Macé	Chauny

Équipe mobile AOS 2

- 🏠 Section Aisne Sud
- 🏠 Section Oise Orientale

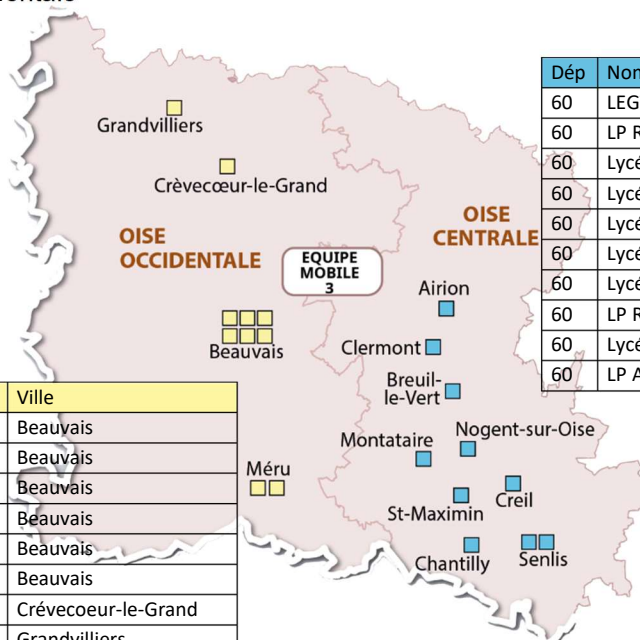


Dép	Nom	Ville
02	Lycée Jean de la Fontaine	Château-Thierry
02	Lycée Jules Verne	Château-Thierry
02	LEGTA de Crézancy	Crézancy
02	LP Château Potel	La Ferté Milon
02	Lycée Gérard de Nerval	Soissons
02	Lycée Léonard de Vinci	Soissons
02	LP Camille Claudel	Soissons
02	Lycée Le Corbusier	Soissons
02	Lycée Européen	Villers-Cotterêts

Dép	Nom	Ville
60	LP Robert Desnos	Crépy-en-Valois
60	Lycée Jean Monnet	Crépy-en-Valois
60	Lycée Pierre d'Ailly	Compiègne
60	Lycée Mireille Grenet	Compiègne
60	Lycée Charles de Gaulle	Compiègne
60	Lycée Jean Calvin	Noyon
60	LP Arthur Rimbaud	Ribécourt
60	LP Horticole	Ribécourt

Équipe mobile AOS 3



- 🏠 Section Oise centrale
- 🏠 Section Oise occidentale



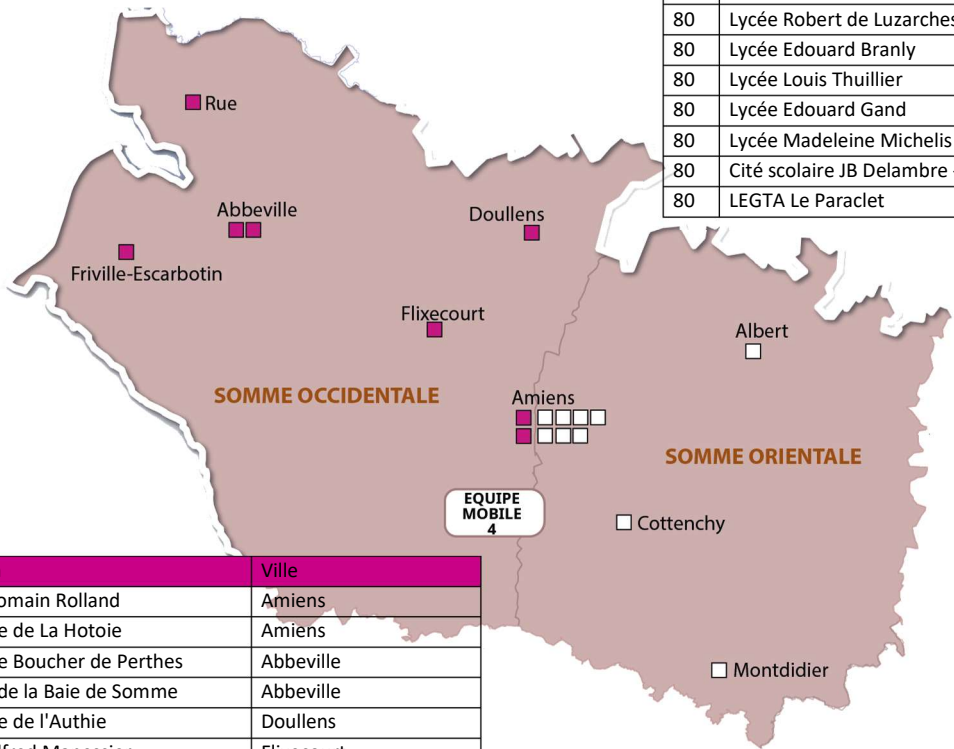
Dép	Nom	Ville
60	LEGTA de l'Oise	Airion
60	LP Roberval	Breuil-le-Vert
60	Lycée Jean Rostand	Chantilly
60	Lycée Cassini	Clermont
60	Lycée Jules Uhry	Creil
60	Lycée André Malraux	Montataire
60	Lycée Marie Curie	Nogent-sur-Oise
60	LP Robert et Nelly de Rothschild	Saint-Maximin
60	Lycée Hugues Capet	Senlis
60	LP Amyot d'Inville	Senlis

Dép	Nom	Ville
60	Lycée Paul Langevin	Beauvais
60	Lycée Félix Faure	Beauvais
60	LP Les Jacobins	Beauvais
60	Lycée Jeanne Hachette	Beauvais
60	Lycée François Truffaut	Beauvais
60	LP J.B. Corot	Beauvais
60	EREA Joséphine Backer	Crévecœur-le-Grand
60	LP Jules Verne	Grandvilliers
60	Lycée Condorcet	Méru
60	LP Lavoisier	Méru

Équipe mobile AOS 4

-  Section Somme occidentale
-  Section Somme Orientale

Dép	Nom	Ville
80	Lycée Jean Racine	Montdidier
80	Lycée Lamarck	Albert
80	LP de l'Acheuléen	Amiens
80	Lycée Robert de Luzarches	Amiens
80	Lycée Edouard Branly	Amiens
80	Lycée Louis Thuillier	Amiens
80	Lycée Edouard Gand	Amiens
80	Lycée Madeleine Michelis	Amiens
80	Cité scolaire JB Delambre - Montaigne	Amiens
80	LEGTA Le Paraclet	Cottenchy



Dép	Nom	Ville
80	LP Romain Rolland	Amiens
80	Lycée de La Hotoie	Amiens
80	Lycée Boucher de Perthes	Abbeville
80	LPA de la Baie de Somme	Abbeville
80	Lycée de l'Authie	Doullens
80	LP Alfred Manessier	Flixecourt
80	Lycée du Vimeu	Friville-Escarbotin
80	LP du Marquenterre	Rue